

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 584

[2003/200089]

**9 JANVIER 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil régional des services de santé mentale**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 1996 portant exécution du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale, notamment la section 12;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2001 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2002 portant nomination des membres du Conseil régional des services de santé mentale;

Considérant le règlement d'ordre intérieur établi par le Conseil régional des services de santé mentale en sa séance du 23 décembre 2002;

Considérant qu'il appartient au Gouvernement wallon d'approuver le règlement d'ordre intérieur du Conseil régional des services de santé mentale;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur du Conseil régional des services de santé mentale, figurant en annexe du présent arrêté.

**Art. 3.** L'arrêté du 20 février 1997 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil régional des services de santé mentale est abrogé.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de son adoption par le Gouvernement.

**Art. 5.** Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 janvier 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## Annexe

**CONSEIL REGIONAL DES SERVICES DE SANTE MENTALE****Règlement d'ordre intérieur****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

Article 1<sup>er</sup>. L'avis demandé au Conseil par le Ministre est remis, sauf disposition contraire, dans les deux mois sauf si le Gouvernement a fixé un autre délai.

Sur demande motivée, le Ministre peut demander un avis urgent. Dans ce cas, il fixe un délai raisonnable.

Art. 2. Au début de chaque année civile, le Conseil fixe le calendrier des réunions ordinaires.

**CHAPITRE II. — Des convocations**

Art. 3. Le Président convoque les membres du Conseil ainsi que les personnes qui assistent aux réunions avec voix consultative.

Art. 4. La convocation est adressée au moins huit jours avant la réunion, aux membres et contient systématiquement un modèle de procuration.

S'il n'a pas été expédié auparavant, le procès-verbal de la réunion précédente est joint à la convocation.

Elle énonce l'ordre du jour de la réunion. Les convocations sont envoyées à l'adresse notifiée par les membres. Elles indiquent le lieu et l'heure de la réunion. Le délai de huit jours peut être réduit en cas d'urgence.

Art. 5. L'ordre du jour est fixé par le bureau.

A l'ouverture de la réunion, l'ordre du jour ainsi que le compte-rendu de la réunion précédente sont approuvés. L'ordre du jour peut être modifié ou complété.

**CHAPITRE III. — Du Conseil**

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil ne peut émettre valablement un avis ou faire un rapport qu'à la condition que la moitié des membres au moins soit présente ou représentée.

Les membres absents peuvent se faire représenter par procuration. Chaque membre présent peut être porteur d'une seule procuration.

Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle du Président est prépondérante.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois, au plus tard dans la quinzaine qui suit. Pour le point réinscrit à l'ordre du jour, la majorité simple des membres présents est requise.

Si un membre s'absente du Conseil trois fois de suite, il est interpellé par le Président qui peut, en fonction des explications données par le membre concerné, proposer sa démission au Ministre.

§ 2. Le résultat du vote est joint à l'avis; à sa demande, la minorité peut joindre à l'avis de la majorité une note précisant son point de vue.

Art. 7. Seuls les points inscrits à l'ordre du jour joints à la convocation peuvent être valablement soumis au vote.

Toutefois, en cas d'extrême urgence dûment motivée, un point peut être ajouté à l'ordre du jour en séance dès lors que les membres présents ont accepté de l'examiner.

Art. 8. Aucun membre du Conseil, directement intéressé à une demande d'avis soumise au Conseil - parce que membre du pouvoir organisateur ou du personnel de l'institution demanderesse - ne peut prendre part au débat et au vote relatif à l'avis concernant cette demande.

Au cas où la réalité d'un intérêt direct dans le chef d'un ou plusieurs membre(s) est contestée, le Conseil en délibère en présence de ce(s) membre(s).

En cas de parité des voix, la décision appartient au Président.

Art. 9. Si le Conseil l'estime nécessaire, il peut inviter le Service de Santé mentale dont le dossier est inscrit à l'ordre du jour en vue d'obtenir des informations supplémentaires ou complémentaires.

Art. 10. Le Conseil peut faire appel à des experts qu'il désigne.

#### CHAPITRE IV. — *Du bureau*

Art. 11. § 1<sup>er</sup>. Il est constitué au sein du Conseil régional des services de santé mentale, désigné ci-après le Conseil, un bureau chargé de l'organisation et de la coordination des travaux.

Le bureau prépare les réunions du Conseil et veille à la transmission des propositions ou avis adoptés par le Conseil.

Le bureau peut, outre les demandes d'avis du Ministre, formuler lui-même des demandes d'avis et les soumettre au Conseil.

§ 2. Le bureau se compose du Président et des deux vice-présidents désignés par le Gouvernement wallon par arrêté du 24 octobre 2002..

Les vice-présidents assurent, à tour de rôle, la présidence des séances en cas d'empêchement du président.

Art. 12. Les deux représentants du Gouvernement sont invités aux réunions du bureau.

Art. 13. Le bureau peut appeler tout ou partie des membres du Conseil pour ses travaux.

#### CHAPITRE V. — *Des groupes de travail*

Art. 14. Pour remplir sa mission, le Conseil peut constituer des groupes de travail soit permanents, soit temporaires à l'occasion d'un problème spécifique ou dans le cadre d'une demande d'avis formulée par le Gouvernement ou le Ministre.

Dans le cadre de ces groupes de travail, il peut faire appel à des experts.

Art. 15. Les membres du Conseil peuvent faire partie des groupes de travail.

Les membres - extérieurs au Conseil - invités à un groupe de travail déterminé le sont en fonction de leur compétence et à titre personnel, sur proposition du président du groupe de travail et avec l'accord du bureau.

Le bureau, après avoir pris avis du président du groupe de travail, peut être amené à limiter le nombre de membres des groupes de travail selon les matières étudiées.

La désignation des experts fait l'objet d'une décision du Conseil.

Art. 16. A l'exception des procès-verbaux, les documents des groupes de travail sont envoyés uniquement aux membres de ces groupes.

Les autres membres du Conseil peuvent prendre connaissance des documents au Secrétariat sur demande.

Le membre qui s'absente des réunions d'un groupe de travail trois fois consécutivement, est considéré comme démissionnaire.

Art. 17. Le Secrétariat du Conseil organise pratiquement les activités des groupes de travail, dans la mesure des moyens qui lui sont affectés par le Gouvernement.

Art. 18. Les présidents des groupes de travail permanents sont désignés par le Conseil sur proposition du bureau pour une période de trois ans renouvelable une fois.

Ils font régulièrement rapport au Conseil de l'évolution des travaux, pour approbation.

Le Président du Conseil peut assister de plein droit à toutes les réunions des différents groupes de travail et éventuellement les présider.

Art. 19. Un rapport trimestriel de chaque groupe de travail est transmis au bureau et au Conseil.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil régional des services de santé mentale.

Namur, le 9 janvier 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 584

[2003/200089]

**9 JANUARI 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, inzonderheid op artikel 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 1996 tot uitvoering van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, inzonderheid op afdeling 12;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2001 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2002 tot benoeming van de leden van de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

Gelet op het huishoudelijk reglement opgemaakt door de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg tijdens zijn zitting van 23 december 2002;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement van de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg door de Waalse Regering goedgekeurd moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Het huishoudelijk reglement van de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, dat bij dit besluit gaat, is goedgekeurd door de Waalse Regering.

**Art. 3.** Het besluit van 20 februari 1997 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg wordt opgeheven.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het door de Regering aangenomen wordt.

**Art. 5.** De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 januari 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

#### Bijlage

### GEWESTELIJKE RAAD VAN DE DIENST VOOR GEESTELIJKE GEZONDHEIDSZORG

#### Huishoudelijk reglement

##### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Behalve andersluidende bepaling, wordt het door de Minister aan de Raad gevraagde advies binnen twee maanden gegeven voorzover de Regering geen andere termijn heeft vastgelegd.

Op gemotiveerd verzoek kan de Minister om dringende adviesverlening verzoeken. In dat geval legt hij een redelijke termijn vast.

Art. 2. De Raad bepaalt de kalender van de gewone vergaderingen aan het begin van elk kalenderjaar.

##### HOOFDSTUK II. — *Oproepingen*

Art. 3. De voorzitter roept de leden van de Raad op, alsook de personen die de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen.

Art. 4. De oproeping wordt minstens acht dagen vóór de vergadering naar de leden verzonden en bevat systematisch een volmachtsformulier.

De notulen van de vorige vergadering worden bij de oproeping gevoegd als ze niet eerder werden toegezonden. De oproeping vermeldt de agenda van de vergadering. De oproepingen worden gezonden aan het adres dat de leden hebben meegedeeld. Ze vermelden de plaats en het uur van de vergadering. In spoedgevallen kan de termijn van acht dagen ingekort worden.

Art. 5. De agenda wordt door het bureau bepaald.

De agenda en het verslag van de vorige vergadering worden bij de opening van de vergadering goedgekeurd. De agenda kan gewijzigd of aangevuld worden.

##### HOOFDSTUK III. — *De Raad*

Art. 6. § 1. Het advies of het verslag van de Raad wordt pas dan op geldige wijze uitgebracht als minstens de helft van de leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

De afwezige leden mogen zich bij volmacht laten vertegenwoordigen. Elk aanwezig lid mag slechts over één volmacht beschikken.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Als het aanwezigheidsquorum niet bereikt wordt, worden de leden opnieuw opgeroepen uiterlijk binnen de volgende veertien dagen. Een punt dat weer op de agenda opgenomen wordt, vereist de gewone meerderheid van de aanwezige leden.

Een lid dat driemaal achtereenvolgens niet deelneemt aan de Raad, wordt geïnterpelleerd door de voorzitter, die op grond van de gegeven uitleg zijn ontslag aan de Minister kan voorstellen.

§ 2. De uitslag van de stemming wordt bij het advies gevoegd; de minderheid kan op verzoek bij het advies van de meerderheid een nota voegen waarin ze melding maakt van haar standpunt.

Art. 7. Alleen de bij de oproeping gevoegde agendapunten kunnen op geldige wijze aan de stemming onderworpen worden.

In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan een punt tijdens de zitting evenwel aan de agenda toegevoegd worden als de aanwezige leden bereid zijn het te onderzoeken.

Art. 8. Een lid van de Raad dat een rechtstreeks belang heeft bij een aan de Raad onderworpen verzoek om advies - met name als lid van de inrichtende macht of van het personeel van de eisende instelling - mag niet deelnemen aan het debat noch aan de stemming betreffende het advies i.v.m. dat verzoek.

Indien betwist wordt dat één of meer leden een rechtstreeks belang hebben, beraadslaagt de Raad daarover in aanwezigheid van het (de) betrokken lid (leden).

Bij staking van stemmen beslist de voorzitter.

Art. 9. Als de Raad het nodig acht, kan hij de Dienst voor geestelijke gezondheidszorg waarvan het dossier op de agenda staat, uitnodigen teneinde bijkomende of aanvullende informatie te verkrijgen.

Art. 10. De Raad kan een beroep doen op deskundigen die hij aanwijst.

#### HOOFDSTUK IV. — *Het bureau*

Art. 11. § 1. Binnen de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, hierna « de Raad » genoemd, wordt een bureau opgericht dat belast wordt met de organisatie en de coördinatie van de werken.

Het bureau bereidt de vergaderingen van de Raad voor en zorgt voor de mededeling van de voorstellen of adviezen die hij goedkeurt.

Behalve de adviesaanvragen van de Minister kan het bureau zelf adviesaanvragen formuleren en aan de Raad voorleggen.

§ 2. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter en uit twee vice-voorzitters aangewezen bij besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2002.

Bij verhindering van de voorzitter, wordt het voorzitterschap van de zittingen beurtelings door de vice-voorzitters waargenomen.

Art. 12. De twee vertegenwoordigers van de Regering worden op de vergaderingen van het bureau uitgenodigd.

Art. 13. Het bureau kan een deel of het geheel van de leden van de Raad oproepen om aan zijn werkzaamheden deel te nemen.

#### HOOFDSTUK V. — *Werkgroepen*

Art. 14. Om zijn opdracht te vervullen kan de Raad hetzij vaste, hetzij tijdelijke werkgroepen oprichten voor een specifiek probleem of in het kader van een door de Regering of door de Minister geformuleerde aanvraag om advies.

In het kader van die werkgroepen kan hij een beroep doen op deskundigen.

Art. 15. De leden van de Raad kunnen deel uitmaken van de werkgroepen.

De leden van een werkgroep die niet tot de Raad behoren, worden op voorstel van de voorzitter van de werkgroep en met de instemming van het bureau persoonlijk uitgenodigd op grond van hun bevoegdheid.

Al naargelang de behandelde materies kan het bureau, na advies van de voorzitter, ertoe gebracht worden het aantal leden van de werkgroepen te beperken.

De deskundigen worden bij beslissing van de Raad aangewezen.

Art. 16. De stukken van de werkgroepen worden slechts aan de leden van die werkgroepen gestuurd, met uitzondering van de notulen.

De andere leden van de Raad die erom verzoeken, kunnen de stukken inkijken op het secretariaat.

Het lid dat drie achtereenvolgende vergaderingen van een werkgroep mist, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

Art. 17. Het secretariaat van de Raad coördineert de activiteiten van de werkgroepen al naargelang de middelen die de Regering hem toewijst.

Art. 18. De voorzitters van de vaste werkgroepen worden op voorstel van het bureau door de Raad aangewezen voor een termijn van drie jaar. Die termijn kan één keer verlengd worden.

Ze brengen regelmatig verslag uit aan de Raad over de stand van de werken. De Raad moet het verslag goedkeuren.

De voorzitter van de Raad mag van rechtswege alle vergaderingen van de verschillende werkgroepen bijwonen en eventueel voorzitten.

Art. 19. Elke werkgroep maakt een driemaandelijks verslag over aan het bureau en aan de Raad.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 januari 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg.

Namen, 9 januari 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE